Présentation

Presentation

Agnès Villechaise

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/ress/5339>

DOI : 10.4000/ress.5339

ISBN : 1663-4446

ISSN : 1663-4446

Éditeur

Librairie Droz

Édition imprimée

Date de publication : 30 mai 2019

Pagination : 255-258

ISSN : 0048-8046

Référence électronique

Agnès Villechaise, « Présentation », *Revue européenne des sciences sociales* [En ligne], 57-1 | 2019, mis en ligne le 08 mai 2019, consulté le 05 janvier 2023. URL : <http://journals.openedition.org/ress/5339> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/ress.5339>

LES JEUNES FRANÇAIS FACE À LA RADICALITÉ

Autour de l'ouvrage d'Olivier Galland et Anne Muxel
La Tentation radicale. Enquête auprès des lycéens, 2018, Paris, PUF, 454 p.

Débat coordonné par Agnès Villechaise

PRÉSENTATION

Paru à la suite d'une recherche initiée par le CNRS dans le cadre de l'appel à propositions « Attentats recherche », la *Tentation radicale* (PUF, 2018) restitue les résultats d'une enquête de grande ampleur sur les jeunes et la radicalité, enquête présentée par les auteurs comme inédite en France. Constituant un échantillon dans lequel est garantie une diversité des profils mais où sont volontairement sur-représentés les jeunes de confession musulmane, d'ascendance étrangère et de milieu modeste, 7 000 lycéens de seconde générale, technologique et professionnelle dans 23 établissements des académies de Lille, Créteil, Dijon et Aix-Marseille ont répondu à un questionnaire dont les résultats ont été ensuite comparés à ceux obtenus auprès d'un échantillon de 1 800 jeunes représentatifs des jeunes de 15 à 17 ans résidant en France. Cette étude quantitative est complétée par une enquête qualitative : 20 entretiens individuels et 34 *focus groups* ont été menés dans 5 des établissements qui avaient été concernés par la passation des questionnaires.

Dans un contexte marqué par les conflits et les attentats liés à un islamisme violent, et donc sur une thématique très sensible et polémique, clivante dans le champ universitaire lui-même, l'objectif de l'étude, « visant un strict objectif de connaissance scientifique », est d'apprécier les dispositions des lycéens à l'égard de la radicalité, définie comme « un ensemble d'attitudes ou d'actes marquant la volonté de rupture avec le système politique, économique, social et culturel, et plus largement avec les normes et les mœurs en vigueur dans la société » (p. 9), et de mettre au jour les facteurs sociaux « associés à la radicalité » (p. 11).

Après un prologue en forme de récit de terrain (« Carnet de terrain », Alexandra Frénod, p. 17-34), le premier chapitre de l'ouvrage (« La radicalité en questions », Olivier Galland et Anne Muxel, p. 35-79) expose les différents appuis bibliographiques et sources inspirantes de l'étude pour tenter de définir la radicalité et d'en interpréter la genèse et les expressions dans les champs politique ou religieux. La contribution montre la pluralité des acceptations de la radicalité et la diversité des explications proposées. Face à ce large éventail, les auteurs, se gardant d'avoir des positions tranchées, optent pour un syncrétisme permettant de tirer les éléments utiles à l'opérationnalisation de leur recherche, tout en montrant la nécessité de poursuivre les travaux et d'approfondir les réponses esquissées (parfois discordantes), notamment dans une optique quantitative, internationale et interreligieuse.

Dans le chapitre suivant (« Radicalité religieuse : de l'absolutisme à la violence », p. 81-152), Galland, à partir des données quantitatives obtenues, souhaite donner des éléments d'appréciation des attitudes religieuses des lycéens interrogés, et surtout tester des hypothèses concernant les profils des jeunes justifiant plus facilement que d'autres la violence religieuse. L'auteur montre d'abord que les lycéens musulmans de l'échantillon se distinguent des lycéens chrétiens par une forte transmission religieuse familiale, par l'importance accordée à la religion dans la vie personnelle, par une propension plus grande à l'« absolutisme religieux » (combinaison d'un anti-relativisme religieux – il n'y a qu'une seule vraie religion – et d'une primauté du religieux sur les sciences dans l'explication du monde), et enfin par une plus faible adhésion au libéralisme culturel (associant autonomie individuelle et libéralisme des mœurs). Il constate ensuite que l'absolutisme religieux n'est pas lié à des déterminations socio-économiques, et qu'il est en outre assez faiblement corrélé à un sentiment de discrimination ou à un malaise identitaire. Il montre enfin que la justification de la violence religieuse (il est acceptable dans certains cas de « combattre les armes à la main pour sa religion »), présente chez 20 % des lycéens musulmans interrogés contre 9 % des chrétiens et 6,5 % des sans-religion, est reliée à l'acceptation des violences et déviances ordinaires (une acceptation à forte prévalence masculine) plus qu'à l'adhésion à des valeurs religieuses absolutistes : « le terreau de la radicalité religieuse n'est pas uniquement religieux [...] ce terreau est aussi manifestement associé à des prédispositions à la violence ou à la déviance détachées des motifs religieux » (p. 131).

Le chapitre 3 (« Les lycéens face aux attentats de 2015 », Jean-François Mignot, p. 153-202) s'appuie sur les travaux existants pour éclairer les réactions des Français aux attentats de 2015 (participation aux marches républicaines de janvier, actes anti-musulmans, réactions xénophobes). Mais la contribution, à partir du volet qualitatif de l'enquête notamment, souhaite surtout donner quelques pistes pour comprendre les jeunes qui ne condamnent pas totalement les auteurs des attentats (c'est le cas de 45 % des lycéens musulmans de l'échantillon contre 17 % des lycéens chrétiens pour les attentats de janvier 2015 ; de 24 % de lycéens musulmans contre 7 % des lycéens chrétiens pour les attentats de novembre). Mignot montre que ni le sentiment d'exclusion économique, ni le sentiment de discrimination ethno-religieuse, ni le contexte familial ne sont des éléments explicatifs de cette position. Par contre, une plus grande tolérance à la violence et à la déviance dans la vie sociale, le fait d'être né à l'étranger ou né en France d'au moins un parent immigré, et le fait d'être religieusement absolutiste sont corrélés à cette moindre condamnation des attentats.

Anne Muxel, dans le chapitre 4 consacré à la « Radicalité politique : entre protestation et rupture » (p. 203-265), s'intéresse quant à elle à la dimension critique des positionnements politiques des lycéens, et cherche à en cerner l'éventuelle radicalité, soit l'« opposition au jeu ordinaire de la politique et de ses institutions » et « une stratégie frontale de contestation du système » (p. 205). L'auteure distingue en la matière ce qui relève

d'une radicalité politique de protestation d'une radicalité politique de rupture supposant «l'acceptation et la justification du recours à la violence» (p. 203). L'hypothèse générale est celle de l'émergence d'une citoyenneté plus critique aujourd'hui, et d'une diffusion de la défiance à l'égard de la manière dont la politique se fait, éléments déjà installés qui se retrouveraient particulièrement chez les plus jeunes, baignant dans ce climat, et pourraient engendrer une radicalité politique qu'il s'agit d'apprécier, dans son poids comme dans sa nature. Le chapitre montre d'abord qu'un peu plus d'un quart seulement des lycéens disent s'intéresser à la politique, et qu'un peu plus d'un cinquième adoptent un positionnement politique déterminé. Leur parole est marquée par la distance, voire la défiance. Il montre aussi que la filiation politique est forte, et que la réussite scolaire va souvent de pair avec un intérêt pour le champ politique. Ces lycéens sont protestataires, ils trouvent que la société est plus injuste que juste, souhaitent des changements et veulent le faire savoir. Néanmoins l'usage de la contestation violente est une projection minoritaire (elle l'est encore plus chez les filles), et l'attachement à la démocratie pluraliste reste fort. Si la radicalité politique de protestation est une banalité, la radicalité politique de rupture demeure une potentialité.

Le chapitre 5 («Frustration, discrimination et radicalité», Laurent Lardeux, p. 267-318), interroge le lien potentiel entre sentiment de frustration et acceptation de thèses ou de pratiques radicales. Cependant l'auteur juge lui-même le projet ambitieux, car il s'avère difficile de juger du niveau de frustration des répondants à partir des questions posées. Avec les éléments dont on dispose dans l'enquête, il apparaît que le décalage perçu par les lycéens entre la situation souhaitée et celle qu'on a dans les faits (entraînant par exemple un sentiment de discrimination), n'est pas un levier puissant de la radicalité. Le sentiment d'être personnellement victime d'injustices ou d'inégalités ne débouche pas forcément sur l'adhésion à l'idée d'une protestation, *a fortiori* violente, car ce sentiment ne va pas de pair avec une description de la société, à un niveau macro-social, comme injuste. L'auteur invite en tout cas à toujours relier dans l'analyse le politique et le religieux, dans la mesure où les lycéens musulmans interrogés décrivent à la fois des discriminations politiques et religieuses (p. 300).

Enfin, le chapitre 6 («Théories du complot et radicalité informationnelle», Vincenzo Cichelli et Sylvie Octobre, p. 319-364), entend donner des éléments d'information et de compréhension sur la radicalité informationnelle présente chez les lycéens interrogés, radicalité définie comme l'addition d'une attirance pour les thèses complotistes, d'une défiance à l'égard des médias et d'une adhésion à des vérités alternatives, et d'une participation active aux flux informationnels de Daech. La contribution, qui offre un panorama des travaux récents sur le sujet, montre que si le visionnage et plus encore le partage de vidéos de Daech sont minoritaires (4 % des lycéens dans ce dernier cas, mais le visionnage concerne 45 % des lycéens interrogés), la méfiance à l'égard des médias est largement prépondérante (en particulier chez les lycéens musulmans), et les

théories complotistes concernant les attentats ont une très forte audience (cette adhésion partielle ou totale concerne 51 % des lycéens à propos du 11 septembre 2001). En définitive, 9 % des lycéens interrogés sont concernés par la radicalité informationnelle (les garçons deux fois plus que les filles), avec des variables fortement corrélées : faible intégration économique de la famille, sentiment de discrimination, diagnostic de l'injustice de la société, faible satisfaction scolaire, revendication d'une identité culturelle complémentaire ou alternative à celle de la France, forte intégration religieuse musulmane, propos antisémites, tolérance forte à la violence politique.

Une courte postface conclut l'ouvrage, en revenant sur la prudence avec laquelle il est nécessaire de lire ces résultats, qui illustrent des opinions et non des actes, et nécessitent d'être approfondis. Néanmoins certains traits saillants de l'enquête sont soulignés à titre d'alerte. La distance émotionnelle à l'égard des attentats et la place importante des visions complotistes chez les lycéens dans un régime général de défiance conduisent les auteurs à s'interroger non sans inquiétude sur la manière dont ces jeunes exerceront leur citoyenneté à l'avenir.

Les quatre contributions suivantes sont le fait de sociologues engagés dans des recherches autour de la radicalité, des croyances religieuses ou de l'expression politique et identitaire des jeunes musulmans. Elles font suite à la vie controversée à laquelle a donné lieu la parution de l'ouvrage en France, tout en cherchant à prendre du recul par rapport à la teneur polémique des échanges. Si l'intérêt de l'étude ne semble faire aucun doute, la portée de ses conclusions reste sujette à caution et fait ici l'objet de critiques argumentées. Les auteurs de l'ouvrage ayant accepté de se prêter au jeu de la discussion, ils entreprennent d'y répondre à leur tour dans un texte qui conclut ce dossier.

A.V.

UNE SOCIOLOGIE DU SOUPÇON ?

Vincent Tiberj

Sciences Po Bordeaux, Centre Émile Durkheim
v.tiberj@sciencespobordeaux.fr

La Tentation radicale ne peut plus être critiquée uniquement à l'aune de l'enquête dont elle est issue. Premièrement parce que cette recherche a aussi été mobilisée par Olivier Galland, l'un de ses codirecteurs, pour remettre en question ce qu'il appelle la « sociologie du déni » (Galland, 2017) de certains spécialistes de l'immigration dont je suis. À cet égard, il est dommage que l'enquête de *La Tentation* soit mobilisée cette fois dans une logique du soupçon, qui peut s'avérer aussi problématique. Deuxièmement, parce que la réception des travaux sur l'immigration et l'intégration se fait généralement « à charge ». Quand les